

**COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCY VOID VAUCOULEURS**  
**CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 12 DECEMBRE 2024**

**Objet : Mise en place d'une astreinte au service EJE**

L'an deux mille vingt-quatre, le douze décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le trois décembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, Laurent CLAUDE ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Lérouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoît, SACCHIERO Laëtitia, THIRIOT Elise ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine ; FERIOLI Alain de MOUSTY Michel ; BARREY Patrick de THIRIOT Elise ; CAHU Gérard de CARE Florent ; LAURENT Claude de MARCHAND Martine ; LANTERNE Bruno de KIEFER Sandrine

Secrétaire de séance : MARCHAND Eric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 52

VOTES : Pour : 52 - Contre : 0 - Abstention : 0

## **Objet : Mise en place d'une astreinte au service EJE**

**12/12/2024    Délibération n°96-2024**

Une période d'astreinte est une période durant laquelle un agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'effectuer un travail. Ce travail et le temps de déplacement qu'il nécessite éventuellement seront considérés comme temps de travail effectif.

L'astreinte, dans sa définition pratique, permet d'apporter une réponse urgente et ne pouvant pas attendre les heures ouvrables des services administratifs.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Ainsi, il est proposé d'élargir le dispositif actuel d'astreinte qui repose sur des astreintes auprès des services techniques en instaurant au 1<sup>er</sup> janvier 2025 une astreinte au service Enfance Jeunesse Education.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 25 Novembre 2024 ;

- **DECIDE** d'instaurer au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le régime des astreintes selon le dispositif suivant :

### **1 – MODALITES D'APPLICATION**

L'objectif de cette astreinte est d'assurer pour les services périscolaires une continuité de service dans l'intérêt des enfants en cas d'absence d'un agent en charge de l'ouverture et de l'accueil du matin sur un des sites périscolaires de la CCCVV ou en cas d'absence d'un accompagnateur de bus.

Personnes pouvant solliciter l'astreinte	Période d'astreinte	Qui assure l'astreinte téléphonique et physique
Agents des services périscolaires en charge de l'ouverture et de l'accueil du matin et ne pouvant pas se rendre à leur poste. Agent accompagnateur de bus ne pouvant se rendre à son poste Parents	Du lundi au vendredi de 6H00 à 8h00.	Trois agents du service Enfance Jeunesse Education (animateurs) auquel un secteur sera affecté afin de couvrir tout le territoire. En cas de nécessité de remplacer plusieurs agents simultanément, l'agent d'astreinte pourra être amené à remplacer sur un autre secteur selon un ordre prédéfini (secteur le plus proche au plus éloigné).

## 2 - INDEMNITE D'ASTREINTE

La mise en place de ces astreintes concerne 3 animateurs du service EJE/semaine :

Emploi	Motif astreinte	Montant	Période
Animateur, accompagnateur de bus	Astreinte intervention	45€ par semaine	36 semaines (*)

(\*) 3 agents d'astreinte par période scolaire (selon un calendrier prédéfini)

L'indemnité est due pour une astreinte d'une semaine du lundi matin au vendredi matin est de 45,00 € Brut.

Le montant de ces indemnités d'astreinte sera modifié à chaque révision par arrêtés fixant les taux et les modalités de compensation des astreintes

Lorsque l'astreinte est imposée moins de 15 jours à l'avance, l'indemnité est majorée de 50 %.

## 3 – INDEMNISATION DU TEMPS D'INTERVENTION DURANT LES ASTREINTES

Pendant la période d'astreinte, qui se caractérise par une disponibilité physique, les personnes d'astreinte sont amenées à se rendre sur les sites périscolaires pour assurer le remplacement d'un collègue absent. L'intervention correspond à un travail effectif accompli par l'agent.

En cas d'intervention, le personnel non technique bénéficie d'une indemnité fixée par la réglementation (16€ brut / heure).

## 4. MODALITES DE LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DE L'ASTREINTE ET DES INTERVENTIONS

**Indemnités d'astreinte :** Le versement des indemnités d'astreinte sera effectué mensuellement, le mois en cours ou le mois suivant la période d'astreinte si l'astreinte a lieu après le 15 du mois.

L'agent devra indiquer à la coordinatrice du service, l'heure d'arrivée et de départ.

## **5. MOYENS MIS A DISPOSITION POUR EFFECTUER CES ASTREINTES :**

Les responsables de protection de l'enfance et les délégués territoriaux de protection de l'enfance auront à leur disposition, lors de ces périodes d'astreintes :

Un numéro d'astreinte (téléphone portable)

Sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année ;

- **DECIDE** d'inscrire au budget les crédits correspondants ;
- **AUTORISE** l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.*

*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**



**Francis LECLERC**

Date de convocation : 03/12/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.